



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 SEP. 2025
pris à l'encontre de la régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet
pour son établissement situé sur le territoire de la commune de Graulhet

Le préfet du Tarn,

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L.181-14, R 512-68 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 juin 2003 autorisant la régie municipale de l'eau et de l'assainissement de Graulhet à exploiter une installation de traitement des eaux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2009 relatif au dépotage de matières de vidange et d'effluents extérieurs ;
- Vu** l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 30 mars 2009 qui prévoit
- « Sous réserve de :*
- la vérification de la compatibilité de l'effluent avec la filière de traitement de la station d'épuration et notamment du caractère biodégradable de celui-ci ;*
 - du respect des conditions préalables d'acceptation ;*
 - de l'absence de non conformité constatées lors des analyses de contrôle et des rejets ;*
- les effluents figurant en annexe 1-a sont admis au dépotage.*
- Dans tous les cas, la réception et le traitement par la Régie Municipale des Eaux de Graulhet, des effluents listés en annexe 1-b est interdite. »*
- Vu** l'article 4 de l'arrêté complémentaire du 30 mars 2009 qui prévoit
- « La qualité des effluents entrants devra respecter les valeurs limites figurant dans l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets en provenance des installations classées. »*
- Pour les paramètres listés à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, les effluents entrant respectent les mêmes normes d'acceptation que les lixiviats, normes fixées à l'annexe 2 du présent arrêté.*
- Vu** l'article 5.1 de l'arrêté complémentaire du 30 mars 2009 qui prévoit
- « Avant toute acceptation de nouvel effluent tiers, la Régie Municipale des Eaux de Graulhet a l'obligation de se procurer auprès du producteur de l'effluent tiers un dossier complet comportant les pièces suivantes :*
- ... les résultats du test de biodégradabilité (rapport DBO5/DCO > 0,2) »*

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 7 novembre 2024 ;
- Vu** la réponse du 17 mars 2025 de la régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet ;
- Vu** le rapport du 19 juin 2025 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 20 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai d'un mois ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 11 juillet 2025 ;

Considérant au vu des documents transmis par l'exploitant, qu'un certificat d'acceptation a été délivré pour un effluent mentionné dans la liste des effluents interdits définis dans l'annexe 1-b de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 3 de cet arrêté ;

Considérant au vu des documents transmis par l'exploitant, que plusieurs certificats d'acceptation ont été délivrés alors que ces effluents ne respectent pas certaines valeurs limites fixées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009 ;

Considérant au vu des documents transmis par l'exploitant, que plusieurs certificats d'acceptation ont été délivrés alors que ces effluents ne respectent pas le critère de biodégradabilité minimal fixé à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet de respecter les dispositions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1 – La régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet est mise en demeure, sous une semaine, de respecter l'interdiction d'acceptation des effluents telle que mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009 et qui sont visés dans son annexe 1-b,

Article 2 – La régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet est mise en demeure, de respecter pour l'acceptation des effluents en dépotage, les valeurs limites fixées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009 :

- dans un délai d'une semaine, pour les effluents dont les paramètres présentent des dépassements représentant plusieurs fois la valeur limite,
- dans un délai de 3 mois, pour les autres effluents.

Article 3 – La régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet est mise en demeure, de respecter pour l'acceptation des effluents en dépotage, le critère de biodégradabilité défini à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009, dans un délai de 3 mois.

Article 4 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaites, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68 rue Raymond IV BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- 1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 6 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de GRAULHET pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois (article R 171-1 du code de l'environnement)

Article 7 - Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de GRAULHET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif de Graulhet .

Fait à Castres, le **04 SEP. 2025**

**Pour le préfet, par délégation,
Le sous-préfet de CASTRES,**



Laurent GANDRA-MORENO